

POUR LES LUTTES FUTURES: SE REGROUPER...

Des menaces de plus en plus précises se dessinent contre l'indépendance du mouvement syndical, ou plutôt contre ce qu'il en reste.

Les mesures sociales annoncées par le gouvernement, avant le référendum, ne sont pas que des artifices de propagande électorale. Pour s'assurer la paix sociale, le pouvoir est capable de quelques concessions qui, sans résoudre aucune question essentielle, entretiendront l'équivoque et seront prétextes à l'inaction, pour beaucoup de prétendus syndicalistes.

En même temps, la relance du mythe «*Association Capital-Travail*», l'invitation qui sera faite aux instances syndicales de participer aux décisions économiques ouvrent une nouvelle période du processus d'intégration des syndicats dans l'appareil d'État.

Pour le mouvement ouvrier, le véritable danger est là. Les déclarations, aussi violentes soient-elles, des Lagaillarde, Salan et autres Soustelle servent le gaullisme en lui permettant de brandir le danger fasciste: de Gaulle, semblable en cela à tous les gouvernements (sauf dans les régimes de dictature totale) a nécessairement besoin d'opposition politique. C'est là une des conditions indispensables pour apparaître comme l'arbitre suprême entre des intérêts différents.

La position confortable qui est celle du gaullisme actuellement, l'aidera à faire entériner les mesures économiques d'un capitalisme qui se veut de plus en plus paternaliste et social.

Quelles seront les réactions des grandes centrales? Sans prétendre à une analyse détaillée, on peut quand même affirmer qu'il n'y aura pas d'opposition sérieuse.

A Force Ouvrière, à la C.F.T.C., les collaborationnistes vont saisir l'occasion pour nous rappeler que la participation des travailleurs aux bénéfices (!) est une conquête importante qu'il ne faut pas négliger. On continuera à nous parler de «*maturité des syndicats*», de «*promotion sociale*» des travailleurs. Autant de formules qui ne servent qu'à masquer l'incapacité révolutionnaire des centrales.

A la C.G.T., l'opposition ne sera que de principe. Au nom de la lutte des classes, les comités exécutifs des fédérations publieront des résolutions condamnant le principe des contrats d'intéressement; mais au nom de l'opportunisme et de l'unité, on continuera de signer tous les accords d'entreprise présentés par les directions. Les actions engagées resteront catégorielles et particularisées. Quant à leur généralisation, elle sera soigneusement évitée, parce que, dira-t-on, «*la classe ouvrière n'est pas prête*» mais surtout parce que la coexistence pacifique exige une tranquillité sociale relative dans les pays du bloc occidental. Pour assurer cette tranquillité, nous pouvons compter sur les communistes.

Il importe donc que les syndicalistes révolutionnaires soient plus attentifs que jamais à l'évolution de la situation. Dans les semaines et les mois qui viennent, les regroupements amorcés doivent se développer, les contacts se multiplier. L'opposition révolutionnaire, les militants qui refusent l'ingérence des partis, les syndicalistes qui n'espèrent que dans l'action autonome de la classe ouvrière, tous ceux qui savent que l'État est l'ennemi essentiel et que la collaboration avec lui, n'amène que capitulations, tous ceux-là doivent se compter et s'organiser sans perdre de temps.

Lorsque nous nous trouverons à nouveau dans une période de remontée combative des ouvriers, il sera trop tard, une fois de plus, pour définir des moyens d'action, si nous n'y avons pas pensé avant. C'est dès maintenant que nous devons nous préparer aux luttes futures. Car si la spontanéité des masses est une chose excellente en soi, elle peut être à nouveau utilisée, comme par le passé, pour des objectifs contraires

aux intérêts des travailleurs. A moins que les minorités révolutionnaires sachent s'opposer avec succès aux manœuvres de diversion, d'où qu'elles viennent. Sans rien abdiquer de ses principes, de leurs tactiques, les anarcho-syndicalistes, disséminés dans différentes centrales, peuvent jouer un rôle essentiel pour la coordination des tendances révolutionnaires de la classe ouvrière.

L'anarcho-syndicalisme, affirmation de l'autonomie ouvrière face à toutes les déviations politiques, n'a pas vieilli. En refusant la nécessité de l'État, qu'elle qu'en soit la forme, il nie le principe d'autorité dans son application la plus matérielle.

Au moment où les politiciens de gauche vont démontrer une nouvelle fois, non seulement leur incapacité à résister à l'empire étatique, mais aussi leur complicité à se laisser intégrer, les positions traditionnelles de l'anarcho-syndicalisme conservent toutes leurs valeurs et peuvent servir au rassemblement de ceux qui refusent de capituler.

Jo. SALAMERO.
